

[Text]

currently in effect in eastern Ontario and northern Ontario. These, as you know I think, Mr. Scott, are composite agreements and have traditionally included such things as minerals as well as agriculture, tourism and so on. The eastern Ontario and the northern rural agreements are in hand. There was discussion, and there is currently discussion, about the possibility of a comparable agreement for the rural, central Ontario region. It seems likely, in the old mode, that we would have included a minerals portion, if indeed that would be worthwhile.

However, it is only fair to say that given the evolving mandate of this new department, and the fact that sectorial departments are now being asked to take up the specifics of these sorts of things, that quite probably the Mines portion of EMR would be the agent that would now deal with this kind of request from Ontario.

Mr. Scott (Victoria—Haliburton): Thank you very much Mr. Chairman and Mr. Deputy Minister. I have talked to Mr. Marshall many times because I am in an area that I certainly think, in many ways, qualifies—and I think that some people within the department will agree with me on this—for DREE. But they have been absolutely slighted, yet there is potential, and there have been great developments in the past. But with the current economic squeeze, they are enduring not only the pressure of the economic conditions throughout the country, but also they are being interfered with by the attractiveness of DREE areas close to them. And I feel very deeply about this, much the same as Mr. Lefebvre, about being ignored.

I have spoken to the previous minister, and many times I have met with him, and also with Mr. Marshall, but we do not seem to be getting anywhere. I think, if you would check our unemployment ratio, it qualifies. Yet, the department never seems to get anyplace.

• 1635

I think the time period leading up to designation is far too long, gentlemen, and many people get disgusted with our government bodies because it seems to be a never-ending road they are going down; it will be tomorrow or it will be the next day. We are not getting anyplace. How long do people have to put up with this? After all, we are living in a democracy, my friends. Our lead time is far too great. If it were in the private sector, they just would not exist. They would be here and gone and forgotten about. But I have also had four counties and the mayor of one city make representations here last year—I think probably Mr. Marshall will be aware of that—trying to stress the need for DREE within their areas. But again, it is this never-ending stream, it just keeps rolling on.

Now we are referred to the provincial... we will have to talk to a certain minister in the provincial government. This is

[Translation]

vigueur à l'heure actuelle dans l'est et dans le nord de l'Ontario. Comme vous le savez sans doute, monsieur Scott, il s'agit d'accords mixtes qui ont traditionnellement porté sur des activités aussi différentes que l'extraction de minerais, l'agriculture et le tourisme. Les accords ruraux pour l'est et le nord de l'Ontario ont déjà été réglés. Mais on est en train de discuter de la possibilité de conclure des accords semblables pour les régions rurales du centre de l'Ontario. Compte tenu de ce qui s'est toujours fait par le passé, il est probable que si cela pouvait être utile, pareils accords s'appliqueraient également aux activités minières.

Quoi qu'il en soit, étant donné l'évolution du mandat du nouveau ministère et le fait que l'on demande maintenant aux divisions des divers ministères de s'occuper plus directement des domaines qui relèvent d'elles, il est fort probable que la Division des mines du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources soit dorénavant l'agent responsable de régler toute demande de ce genre qui émanerait de l'Ontario.

M. Scott (Victoria—Haliburton): Merci beaucoup, monsieur le président, monsieur le sous-ministre. J'ai souvent eu l'occasion de discuter avec M. Marshall car j'habite une région qui serait selon moi admissible au programme du MEER, et je pense d'ailleurs que certains fonctionnaires du ministère seraient d'accord avec moi là-dessus. Cependant, malgré le grand potentiel de cette région et les gros progrès qui y ont été faits, on continue à se désintéresser de ce problème. Cependant, étant donné la conjoncture économique actuelle, les habitants de cette région subissent non seulement la pression des conditions économiques qui dominent d'un bout à l'autre du pays, mais ils souffrent indirectement à cause de l'attrait que présentent certaines régions voisines qui bénéficient de l'aide du MEER. Tout comme M. Lefebvre, je n'aime pas beaucoup qu'on m'ignore.

J'ai souvent parlé du problème avec l'ancien ministre ainsi qu'avec M. Marshall, mais cela n'a rien donné jusqu'à présent. En examinant notre taux de chômage, je pense que vous découvririez que notre région serait admissible au programme. Pourant, le ministère n'a pas encore bougé.

Je pense, monsieur, que la période d'attente précédant la désignation est beaucoup trop longue. Beaucoup de gens sont découragés parce que les divers organes gouvernementaux prennent beaucoup de temps pour faire quoi que ce soit. On leur promet toujours pour demain, mais on n'avance jamais. Pendant combien de temps encore les gens devront-ils supporter cela? Après tout, mes amis, nous vivons en démocratie. Les délais que vous imposez sont beaucoup trop longs. Les choses ne pourraient pas se passer ainsi dans le secteur privé. Le tour sera vite joué, et les problèmes oubliés. L'an dernier, les représentants de quatre comtés et le maire d'une ville sont venus comparaître... M. Marshall s'en souviendra sans doute... pour souligner que leurs régions avaient besoin de l'aide du MEER. Mais là encore, on attend toujours.

Maintenant on nous dit qu'on doit s'adresser aux autorités provinciales... qu'on doit rencontrer un certain ministre du